

La France sous cloche à 18h à partir de samedi, contrôles aux frontières renforcés

Paris, 14 janv. 2021 (AFP) -

Couvre-feu généralisé à 18h dès samedi pour 15 jours au moins et contrôles aux frontières renforcés: Jean Castex a dévoilé jeudi de nouvelles restrictions pour freiner la propagation du coronavirus en France et annoncé un élargissement de la campagne de vaccination dès lundi.

Dix mois après l'apparition des premiers cas de Covid-19 en France, la circulation du virus reste certes moins importante que dans d'autres pays européens qui ont décidé de reconfiner. Mais l'apparition de variants du virus, plus contagieux, agit comme un épouvantail.

"Si nous constatons une dégradation épidémique forte, nous serions conduits à décider sans délai d'un nouveau confinement", a prévenu le Premier ministre lors d'une conférence de presse aux côtés de six membres du gouvernement.

Dans l'immédiat, l'application du couvre-feu à 18h, déjà en vigueur dans 25 départements, va être étendu à l'ensemble du territoire métropolitain à "partir de ce samedi et pour au moins 15 jours" dans une "logique de freinage préventive".

"Sauf les exceptions liées aux missions de service public, tous les lieux, commerces ou service recevant du public seront fermés à 18H00", a précisé Jean Castex. Cette mesure, qui était attendue, "vise à réduire encore davantage les contacts sociaux sur les heures de fin de journée, tout en permettant le maintien des activités économiques, éducatives et des déplacements pendant la journée."

Les écoles resteront donc ouvertes. Mais les activités physiques et sportives scolaires et périscolaires en intérieur sont suspendues jusqu'à nouvel ordre et le protocole sanitaire dans les cantines sera encore renforcé.

Pour freiner la propagation du variant britannique, un protocole visant à tester jusqu'à un million d'enfants et d'enseignants par mois va également être mis en place.

Quant aux universités, les travaux dirigés en première année reprendront par demi-groupes à partir du 25 janvier. Cette mesure s'étendra ensuite, "si la situation sanitaire le permet, aux étudiants des autres niveaux", a ajouté le Premier ministre, en exprimant la "préoccupation" du gouvernement face au "profond sentiment d'isolement, mais aussi les vraies difficultés pédagogiques" des étudiants.

Les conditions d'entrée en France seront parallèlement durcies "fortement" et les contrôles aux frontières vont être "renforcés".

A compter de lundi, tous les voyageurs en provenance d'un pays extérieur à l'Union européenne devront effectuer un test avant de partir, a précisé le Premier ministre. Les personnes concernées devront par ailleurs s'engager sur l'honneur à s'isoler pendant sept jours une fois arrivées en France, puis à refaire un deuxième test PCR à l'issue.

Le contrôle des frontières sera également renforcé et des tests négatifs exigés pour rejoindre plusieurs territoires d'outre-mer.

Environ 20.000 nouveaux cas sont comptabilisés chaque jour en France - plus de 21.000 jeudi -, loin des 5.000 espérés à la mi-décembre par le gouvernement. Et la pression hospitalière ne faiblit pas, avec près de 25.000 malades du Covid-19 hospitalisés.

- Accès à la vaccination élargi dès lundi -

Après un démarrage poussif et critiqué, la campagne de vaccination va s'accélérer. Dès lundi, les personnes présentant des pathologies à haut risque (insuffisances rénales chroniques, cancer sous traitement, transplantés d'organes, personnes trisomiques...) pourront se faire vacciner, soit 800.000 personnes supplémentaires.

Cet élargissement ne remet pas en cause l'ouverture prévue de la vaccination à toutes les personnes de plus de 75 ans. Au total, 700 centres de vaccinations seront ouverts lundi et seront tous en capacité de donner des rendez-vous pour les quatre prochaines semaines, a assuré le ministre de la Santé Olivier Véran.

- 2,5 millions de doses fin février -

Les doses pour vacciner 2,5 millions de personnes en France devraient être disponibles d'ici à la fin du mois de

février, a-t-il ajouté.

Selon le dernier bilan, plus de 247.000 personnes ont reçu leur première injection, alors que la France disposait la semaine dernière d'un million de doses du vaccin Pfizer/BioNTech.

Sur le volet économique, le Premier ministre a assuré que les dispositifs de soutien seraient maintenus "tant que cela sera[it] nécessaire".

"Nous avons une conscience aiguë de la lassitude, de la colère" des professions touchées", a souligné à ses côtés le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, qui a annoncé entre autres que les entreprises auraient le "droit" de bénéficier d'un an de plus de remboursement des prêts garantis par l'État. Les coûts fixes des entreprises fermées seront pris en charge jusqu'à 70%.

Dans les rangs de l'opposition, l'annonce de l'extension du couvre-feu à 18h à l'ensemble du territoire a fait grincer des dents.

"Monsieur Déconfinement annonce le Couvre Feu 18h partout. Nous serons plus nombreux à nous concentrer dans les lieux communs (transports, magasins...) sur des créneaux plus courts !", a fustigé le député La France insoumise (LFI) Adrien Quatennens sur Twitter.

"Que de temps perdu, par pure idéologie, pour maîtriser nos frontières", a réagi la présidente du RN, Marine Le Pen.

bru-mep/jk/fmp/cbn

PFIZER | BioNTech | TWITTER

Afp le 14 janv. 21 à 23 33.